

La désinformation en Côte d'Ivoire

1^{ère} Étude de cas

Contributeurs:

Center for Analysis of Social Media (CASM) Consulting LLP
Institute for Strategic Dialogue (ISD)
Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH)

Septembre 2020



Introduction

Ce bref rapport présente les conclusions de la première des trois études de cas qui seront réalisées au cours du processus électoral lié à la présidentielle de 2020. Ce rapport couvre la période du 1er avril au 8 juillet 2020, dont la période d'inscription sur les listes électorales qui a eu lieu du 10 juin au 5 juillet 2020. Il a été réalisé par le Center for the Analysis of Social Media (CASM) Consulting LLP et l'Institut for Strategic Dialogue (ISD) en partenariat avec l'Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH).

Compte tenu de la pénétration des réseaux sociaux dans le pays, nous nous sommes concentrés sur Facebook en tant que principal réseau social du pays. L'analyse porte principalement sur les publications francophones des administrateurs de pages dans le pays, avec des données supplémentaires indiquant les niveaux d'engagement des utilisateurs ivoiriens de Facebook.

Le rapport présente un aperçu global de l'écosystème politique du pays à travers les plateformes de discussion publique sur Facebook au cours de cette période, avant d'examiner les thèmes et incidents spécifiques que les auteurs du rapport considèrent comme liés à la diffusion de la désinformation dans le pays.

Résumé

Le rapport conclut que :

- Une série de pages politiques non officielles (n'étant pas des pages officielles de partis politiques) dominant le débat politique en Côte d'Ivoire.
- Les publications à thème politique ont tendance à circuler sur des pages Facebook sympathisantes, tandis que les messages généralistes de partage d'informations et les messages de la société civile ont un lectorat plus large.
- La désinformation basée sur le genre est fréquemment utilisée sur les réseaux sociaux pour attaquer et intimider les femmes politiques en ligne.
- Le scepticisme à l'égard des vaccins est partagé sur les pages publiques de Facebook en Côte d'Ivoire. Deux des publications les plus largement diffusées pendant la période de collecte des données alertent sur la possibilité que des vaccins dangereux soient « testés » sur des citoyens africains.
- Les analystes ont identifié plusieurs récits clés de désinformation, notamment :
 - Les allégations selon lesquelles Guillaume Soro planifie l'assassinat d'Alassane Ouattara.
 - La désinformation sur la COVID-19, avec des allégations selon lesquelles le Gouvernement propage le virus et que les masques chinois seraient contaminés. Les publications dénoncent les rumeurs relatives à l'expérimentation de vaccins contre la COVID-19 en Afrique.
 - Les accusations de fraude portent sur des allégations d'inscription de citoyens non ivoiriens sur les listes pendant la période de révision de la liste électorale.
- Les allégations de fraude visaient principalement le RHDP, en particulier les représentants du Gouvernement tel que le Président de l'Assemblée nationale Amadou Soumahoro. Des allégations de fraude ont été formulées aussi bien à propos des centres d'enrôlement en Côte d'Ivoire qu'au sujet des ambassades ivoiriennes à l'étranger. Au niveau national, les fraudes dans les centres d'enrôlement de Yamoussoukro et d'Aboisso ont été particulièrement discutées, en plus des soupçons

de fraude dans plusieurs ambassades et consulats notamment l'ambassade de Côte d'Ivoire aux Etats-Unis.

Conséquences politiques éventuelles

Ce premier cas d'étude sur la désinformation en ligne a permis d'identifier des tendances reflétant la situation socio-politique ivoirienne. Il laisse entrevoir des conséquences politiques de ce phénomène qui connaît, ces dernières années, un essor particulier en Côte d'Ivoire du fait du développement des réseaux sociaux. Ces conséquences se déclinent notamment autour de l'impact de la désinformation relative à la Covid sur les populations et plus spécifiquement les électeurs, puis l'impact des allégations de fraude pendant la révision de la liste électorale faisant craindre des contestations du processus électoral et une remise en cause de l'intégrité de l'élection présidentielle du 31 Octobre 2020.

La désinformation articulée autour de la Covid 19 a amené, initialement, l'ensemble des populations ivoiriennes à s'interroger sur les capacités de la Côte d'Ivoire à répondre avec efficacité aux défis posés par la lutte contre la pandémie. Les fausses informations relayées autour de cette maladie et les tergiversations des autorités, au début de la gestion de cette crise sanitaire, ont suscité chez certaines populations de vives critiques contre les autorités publiques. Mais la perception des populations quant à la qualité de la gestion de la crise sanitaire constitue probablement l'un des facteurs qui influencera le choix des électeurs ; lequel choix reflétera soit leur satisfaction, soit leur réprobation de la gestion de la crise sanitaire par les autorités publiques.

Les fausses informations relayées sur les réseaux sociaux autour de la phase de la révision de la liste électorale ont accentué, par ailleurs, le déficit de confiance entre une partie des populations et l'institution en charge de l'organisation des élections, plus spécifiquement la Commission électorale indépendante (CEI). A ce niveau, la désinformation a consisté à entretenir une présumée collusion entre la CEI et le parti au pouvoir. Ces deux entités ont été soupçonnées de manœuvres illégales visant l'inscription de certaines catégories de populations sur le fichier électoral alors qu'elles n'y auraient pas droit.

Ces allégations de fraude ont favorisé, par conséquent, sur les réseaux sociaux une rhétorique hostile contre des populations issues de certains pays voisins de la Côte d'Ivoire et soupçonnées, à tort ou à raison, de vouloir influencer l'issue des prochaines joutes électorales au profit d'un camp politique. Elles ont momentanément remis au goût du jour la problématique de la nationalité et accentué les tensions sociales perceptibles sur les différents fora de discussion. Elles ont d'ailleurs motivé l'opposition à exiger un audit du fichier électoral, alors qu'elle dénonçait déjà la CEI actuelle et une absence de consensus autour du processus électoral.

Mais au-delà, cette crise de confiance entre une partie des populations et la CEI peut être analysée comme le prolongement du déficit de confiance dans les institutions en général. Cet état de fait prolonge le débat sur les préoccupations exprimées par les acteurs de l'opposition à l'issue du dialogue politique tenu au début de l'année 2020 à l'initiative du Gouvernement. En somme, la désinformation en ligne liée au processus électoral participe de la croissance des tensions politiques et sociales. Cette situation qui pourrait s'amplifier à l'approche de l'échéance électorale du 31 octobre 2020 n'est pas de nature à rassurer les populations quant à la tenue de la prochaine élection présidentielle dans des conditions apaisées.

Contexte

Cette première collecte de données est axée sur la première phase des élections ivoiriennes de 2020 : la révision de la liste électorale qui était initialement prévue du 10 au 24 juin, et qui a ensuite été [prolongée par le Gouvernement](#) jusqu'au 5 juillet 2020.¹ Cette opération sensible mais essentielle a posé une série de défis.

La Commission Électorale Indépendante (CEI) a mis en place plus de [10 800 centres d'enrôlement](#) de nouveaux électeurs (et en plus des nouveaux électeurs, des personnes déjà inscrites sur la liste électorale et désireuses d'actualiser leurs données) à travers la Côte d'Ivoire et à l'étranger pour la diaspora ivoirienne.² [Selon la CEI](#), avant le processus il y avait 6 595 790 électeurs inscrits, tandis que 5 millions de votants potentiellement éligibles étaient attendus.³

Le principal défi du processus de révision est l'enregistrement des jeunes qui représentent une proportion importante de la population ivoirienne (77% de la population pour la frange de moins de 35 ans) mais qui restent peu représentés sur le fichier électorale. La révision de la liste électorale est un processus essentiel pour participer au vote. La participation accrue des populations permettrait de garantir la légitimité du candidat élu par l'expression de la volonté générale.

La révision de la liste électorale a lieu sous l'autorité de la CEI. Cette institution est une autorité administrative indépendante. Elle est chargée de l'organisation des élections présidentielles, législatives, et locales et des référendums. Lors des cycles électoraux précédents, des défis sont apparus en lien avec le processus d'enrôlement et des appels au boycott de la révision des listes électorales par certains partis (ce fut le cas du [FPI](#) en 2015).⁴ Lors de cette révision en 2020, un certain nombre d'allégations de fraude ont été émises à propos du processus.

Méthodologie

Cette étude de cas se concentre sur les données recueillies sur les pages individuelles et les pages de groupes publics sur Facebook par l'interface de l'application Crowd Tangle (API). Les analystes ont travaillé avec un partenaire local, l'OIDH, pour identifier les pages Facebook publiques qui étaient influentes ou connues pour être une source potentielle d'informations politiques dans le pays, y compris celles qui soutiennent des acteurs politiques, et l'écosystème médiatique au sens large. Cette liste a été complétée par des pages identifiées au cours d'entretiens avec les experts d'ISD et élargie de manière programmatique à travers des recherches par mots clés et par l'identification de pages similaires ou liées. Cette liste a été revue par l'OIDH afin de supprimer par la suite les pages qui n'ont pas été jugées pertinentes. Cette liste contient 237 pages et groupes Facebook. Parmi ces pages, 129 étaient actives pendant la période de collecte.

1,2 million de publications partagées par ces pages entre le 1er avril et le 8 juillet 2020 ont été collectées. L'OIDH a classé les pages par :

¹ http://www.gouv.ci/_actualite-artide.php?recordID=11312

² https://www.lemonde.fr/afrique/artide/2020/06/11/en-cote-d-ivoire-les-electeurs-appelés-a-s-enroler_6042481_3212.html

³ *ibid*

⁴ ivoirebusiness.net/photos/revision-de-la-liste-electorale-le-fpi-maintient-son-mot-d'ordre-de-boycott

- Nature de la page (par exemple, médias, groupe de soutien politique, cyber activisme)
- L'affiliation politique de la page (par exemple, PDCI, RDHP)
- Position géographique prétendue de la page (par exemple, Abidjan, national)
- Classification de la page (soit généraliste, partisane, ou hyper-partisane)

Les publications ont été soumises à une série de contrôles et d'analyses algorithmiques supervisées et non supervisées, y compris une analyse comparative de fréquence, ainsi qu'une classification supervisée des publications par un analyste afin de déterminer leur pertinence pour l'élection et leur rapport avec la fraude électorale et le genre.

Avant l'analyse, les publications ont été classées en fonction de leur pertinence. La collecte de données par page entraîne invariablement du bruit, ce qui exige que les analystes suppriment les posts non pertinents. Les analystes ont appris à un classificateur de traitement du langage naturel (TALN) à identifier les publications non liées à l'élection.

Le classificateur a obtenu de bons résultats, avec une précision globale de 70% et une précision de 78% sur les publications pertinentes. Les publications non pertinentes comprenaient celles concernant la musique, le football, le matériel de vente, la publicité et les publications concernant principalement les nouvelles d'autres pays tels que les États-Unis et le Royaume-Uni.

L'ensemble de données finale qui sous-tend cette étude de cas contient 731 000 postes (60% des données initiales collectées).⁵ Un résumé de la classification et de l'architecture des données est présenté pour plus de clarté.

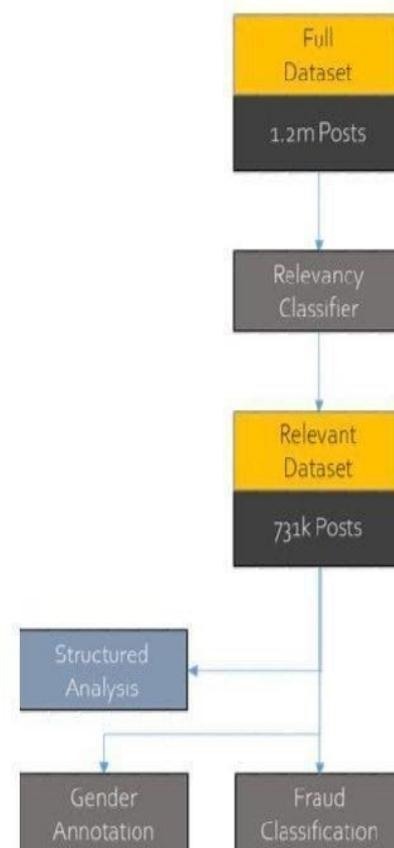


Fig 1: Organigramme de la méthodologie

Analyse

Pages et groupes

L'équipe d'investigation a commencé par catégoriser l'espace d'information ivoirien saisi par la collecte de données afin de mieux comprendre les réseaux de pages responsables du partage des contenus les plus influents.

Les analystes ont commencé par comparer les interactions relatives aux pages contenues dans l'ensemble de la collecte de données afin d'identifier les pages les plus actives et dont les contenus suscitent le plus d'interactions. Il existe une grande disparité dans les niveaux d'interaction par page, certaines partageant des dizaines de milliers de messages avec un large public pendant la période de collecte et d'autres n'en partageant qu'une poignée. Les

⁵ Cette méthodologie peut être appelée "épluchage de l'oignon," processus pendant lequel certaines catégories de données sont successivement retirées de l'ensemble de données et sont soit éliminées soit analysées séparément. La réduction du nombre de publications augmente la capacité des techniques de calcul à identifier d'autres catégories pertinentes. Par analogie, réduire de moitié la taille de la botte de foin augmente l'efficacité avec laquelle vous pourrez trouver l'aiguille.

pages qui partagent au moins dix mille publications au cours de la période sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Nom de la page	# Publications	# Partages	# Commentaires
OBSERVATOIRE LIBRE DE LA CÔTE D'IVOIRE	73 296	439 552	1 411 531
OBSERVATOIRE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE (VERSION ORIGINALE)	56 260	77 808	304 731
RÉPUBLIQUE-PATRIE-NATION (RPN)	52 020	60 939	397 794
A+ IVOIRE Fan Club : On se dit les GBÊ	47 362	93 249	1 025 620
OBSERVATOIRE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE (RELAIS)	40 103	233 553	1 353 211
LMP-RHDP-UNIFIE-PDCI-LIDER MOTS POUR MAUX	34 430	31 268	200 691
CPI & CI : LIBEREZ GBAGBO, BLE ET LES PRISONNIERS POLITIQUES	27 902	51 085	254 308
ON_DJINZIN_TOUT	19 296	43 623	180 246
GKS TEAM	18 839	28 464	40 513
Ivoirien d'abord	15 833	78 595	152 402

Fig 2 : Palmarès des pages, partages et commentaires publiés pendant la période de collecte des données.

Les pages les plus actives montrent qu'une série d'entités politiques non officielles dominant le débat politique en Côte d'Ivoire. Un certain nombre de pages, dont l'OBSERVATOIRE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE (VERSION ORIGINALE), affichent un contenu plus opposé au RHDP.

Avec l'aide de notre partenaire local, l'OIDH, les pages ont été classées selon trois catégories possibles : généraliste, partisane ou hyper partisane. Ces catégories ont été définies approximativement comme suit :

- **Généraliste (48 pages)** : Une page de discussion et d'informations sans affiliation politique évidente comprenant des citoyens lambda, des utilisateurs de toute obédiences et sensibilités politiques et des personnes et organisations de la société civile qui n'opèrent pas au nom d'un parti ou d'une coalition.
- **Partisan (73 pages)** : Une page de discussion et d'information dont les contenus diffusés font en grande partie l'apologie d'un parti politique ou sont majoritairement

adossé à un parti politique mais qui, lors de l'examen, n'a pas été jugé comme étant dédié au partage de contenu incendiaire ou de désinformation.

- **Hyper-partisan (10 pages)** : Une page jugée comme partageant fréquemment un contenu incendiaire, faux ou visant à propager de la désinformation.

Il convient de noter que la désinformation dans l'espace d'information ivoirien est souvent partagée par les principaux groupements et partis politiques, y compris leurs pages officielles. En se concentrant uniquement sur les pages hyper-partisanes, l'analyse risque de passer à côté de ces contenus.

Catégorie	# Publications	# Partages	# Commentaires
Généraliste	388 511	1 442 411	5 358 928
Partisan	263 897	1 539 903	2 130 121
Hyper-partisan	59 657	180 503	223 874

Fig 3 : Catégorisation des pages, publications, partages et commentaires

Catégorie	% Pages	% Publications	% Partages	% Commentaires
Généraliste	37	55	46	69
Partisan	56	37	49	28
Hyper-partisan	8	8	6	3

Fig. 4 : Catégorisation proportionnelle des pages, partages et commentaires.

Les pages partisanes représentent plus de la moitié (56%) des pages sur lesquelles nous avons recueilli des données, les pages hyper-partisanes représentant moins de 10% des pages et des publications. Il est à noter que les pages généralistes ont été nettement plus actives que les pages partisanes et hyper-partisanes : les 48 pages généralistes ont contribué à plus de la moitié (55%) du total des publications de l'ensemble des données et ont enregistré des niveaux disproportionnés d'engagement. Cela est conforme à la catégorisation, les pages généralistes étant capables de s'adresser à une plus grande partie de la société que les groupes politiques partisanes. Ce thème est abordé plus en détail dans les analyses de réseau ci-dessous.

Palmarès des publications (publiées)

Les analystes ont cherché à identifier les tendances de nature et types de contenus partagés par ces pages afin de comprendre les thèmes, les types de publication et les sites externes les plus fréquents sur Facebook en Côte d'Ivoire. Il s'agit des publications les plus fréquemment partagées par les administrateurs des pages et les membres des groupes en question. Les pages analysées ont partagé 731 000 publications pendant la période de collecte. Les taux de publication ont été globalement constants, avec une moyenne d'un peu plus de 7000 publications par jour et un pic le 7 juillet (10 504 publications). Il n'y a pas de pic évident lié à un incident hors ligne pendant cette période.

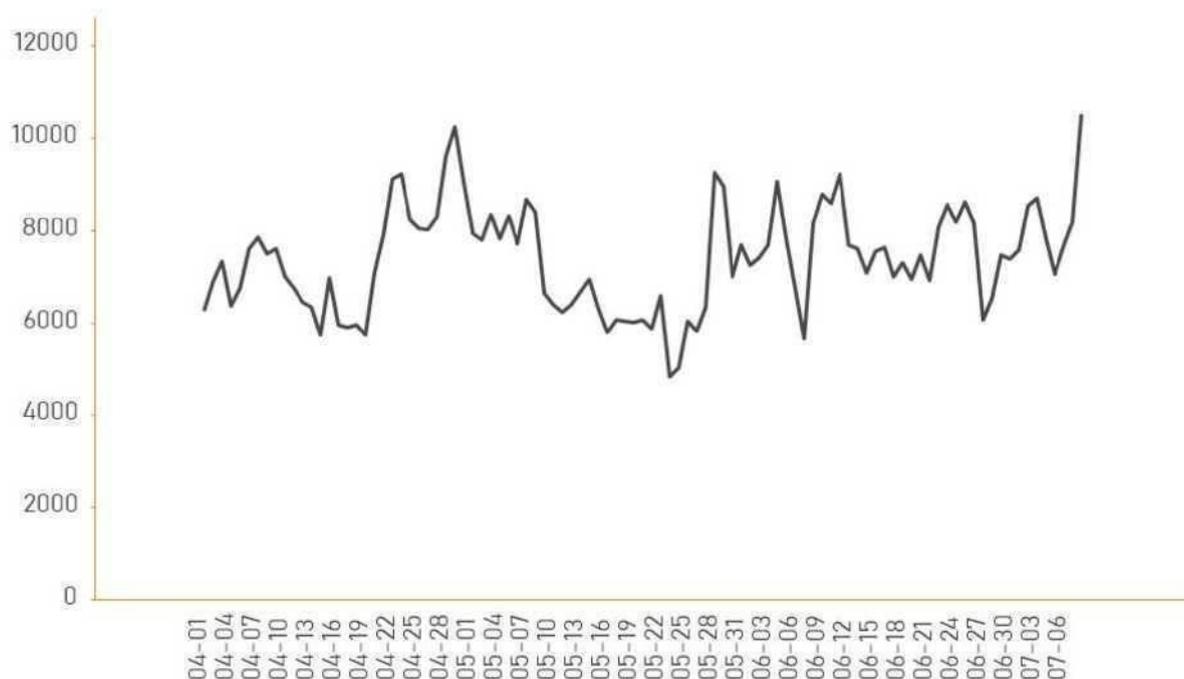


Fig. 5 : Volume des publications dans le temps

Les publications étaient le plus souvent accompagnées de photos : 44% des publications contenaient une photo, contre 27% pour une vidéo. Cela souligne l'importance des partenaires locaux dans l'analyse des contenus, qu'un algorithme à apprentissage automatique formé sur le textuel peut avoir du mal à catégoriser, bien que les légendes de Facebook aient permis à l'équipe de catégoriser en fonction du texte complémentaire inclus dans la publication. Environ une publication sur dix partageait un lien vers un site tiers.

Type de publication	# Publications	# Partages	# Commentaires
photo	320 784	1 609 931	4 243 998
vidéo	194 507	1 463 549	976 085
statut	118 607	244 657	2 674 778
lien	96 862	187 509	356 162

Fig.6 : Type de publication, publications, partages et commentaires.

L'élément central de cette analyse est l'identification des publications partagées par plusieurs pages afin d'identifier les messages qui se répandent dans l'écosystème plutôt que d'être promus par une seule page. Le tableau ci-dessous indique les messages qui ont été partagés par le plus grand nombre de pages. L'identification de ces pages nous permet de comprendre les réseaux dans lesquels circulent les messages.

Publication texte	# Nombre de fois publiés	# Pages publiées

CORONAVIRUS URGENT 🌍⚠️ LA GUERRE EST DÉCLARÉE... NE PASSEZ PAS DEVANT CETTE VIDÉO SANS PARTAGER !! Ramous	364	64
Pas de commentaire !	205	45
NON AU VACCIN C-19 EN AFRIQUE NOUS NE SOMMES PAS DES COBAYES	176	45
IVOIRIEN ECOUTEZ TRES BIEN	150	43
Jeudi, c'est Koulibaly ! «Une ordonnance, 1700 milliards de F CFA et des factures d'électricité ...» MamKoul2020 décortique l'actualité et pose les vraies questions. #PasVuALaRti #SoyonsKoul ❤️	115	42
Le docteur congolais qui a découvert l'artémisia, Gérôme Muyangi, fait des déclarations qui donnent froid dans le dos dans cette vidéo. À regarder absolument. Africains ouvrons les yeux. 😱😱😱😱😱😱😱	111	42

Fig. 7 : Publications les plus fréquemment partagées par les administrateurs de pages

Ces publications sont très variées, mais contiennent des contenus inquiétants du point de vue de la désinformation. La plus remarquable est une vidéo sur le coronavirus par le YouTuber Ramous.⁶ La vidéo, partagée sur 64 pages, est une réaction à un débat télévisé en France au cours duquel deux éminents médecins ont suggéré que les tests du vaccin COVID-19 soient effectués en Afrique pour vérifier leur efficacité. La vidéo critique l'attitude colonialiste française et la façon dont le gouvernement français gère le COVID. Dans la vidéo, le YouTuber appelle ensuite les Africains à « ne pas céder » et à se laisser utiliser pour l'expérimentation (« Vous n'êtes pas des rats de laboratoire »).

Ce thème trouve un écho dans un autre des postes les plus populaires : une vidéo d'une femme identifiée comme Lise Manzabi, disant que l'Afrique n'est pas un terrain d'essai pour les vaccins COVID-19.⁷ « Si vous voulez faire des tests sur quelqu'un, faites-le sur vos chats et vos chiens ». Cette personne poursuit en dénonçant l'attitude des Européens envers l'Afrique et la gestion de la crise migratoire (c'est-à-dire le traitement des migrants africains par les garde-côtes européens).

La vidéo appelle ensuite le peuple africain à « ne pas craindre le virus » et à se débarrasser des politiciens qui sont au pouvoir depuis longtemps en Afrique. La vidéo est quelque peu ambiguë car la personne qui parle dit que des millions de personnes meurent chaque jour en Afrique d'autres causes que le COVID-19 (famine, violence ... etc.) et que les gouvernements essaient d'effrayer la population avec la pandémie.

⁶ [Ramous - CORONAVIRUS URGENT LA GUERRE EST DÉCLARÉ](#)

⁷ [casarhema - SAUVONS L'AFRIQUE](#)

Ces deux publications ont été partagées par 72 des pages comprises dans l'ensemble de données, soit plus de la moitié des pages actives pendant la période de collecte. Bien que les vidéos ne soient pas explicitement anti-vaccination ou conspiratrices, elles jouent un rôle important dans le récit selon lequel une future vaccination contre le COVID pourrait ne pas être sûre.

Un examen plus approfondi des données recueillies a permis à l'équipe d'identifier les principaux sujets de discussion.

Une forte polémique autour des allégations selon lesquelles le Ministre de la Défense Hamed Bakayoko serait impliqué dans le trafic de drogue.

Le contenu le plus souvent lié est une [vidéo](#) du prédicateur Camille Makosso qui affirme que l'attaque terroriste aux frontières de la Côte d'Ivoire en juin et les allégations non vérifiées à ce jour de trafic de drogue impliquant Hamed Bakayoko constituent une conspiration visant à déstabiliser le Gouvernement.



Dans la [vidéo](#) de Makosso, il affirme que chaque Ivoirien est libre de soutenir le candidat de son choix avant d'ajouter : « Le complot qui est actuellement fomenté contre le ministre Hamed Bayayoko est un programme, un plan, une stratégie dans le cadre d'un coup d'état plus large ».

L'histoire du trafic de drogue de Hamed Bakayoko (avec le hashtag #cocainegate) a été citée dans des messages pro- et anti-gouvernementaux. Le post ci-dessous, rédigé par l'activiste anti-RHDP Souley de Paris, est un exemple de contenu populaire qui a été partagé en réponse aux allégations de trafic de drogue. Certains internautes pensent que Hamed Bakayoko a été impliqué d'une manière ou d'une autre dans l'attaque de Kafolo afin de détourner l'attention du public des allégations de trafic de drogue portées contre lui.



Souley DeParis was live.

11 June

...

URGENT!!!!!!!

🔥🔥🔥 Terrorist attack in IVORY COAST

🔥🔥🔥 #COCAENEGATE HAMED BAKAYOKO

Sharer

Jacqueline Bahi Donc ils ont tués nos enfants pour faire croire à une attaque pour kon oublie Bakayoko Hamed vous avez titre à terre bande d assassins

L'attaque terroriste de Kafolo qui a eu lieu en juin 2020

Certaines publications partagent un point de vue alarmiste pour la Côte d'Ivoire à la suite de ces attaques ; l'une des publications les plus partagées reproche au gouvernement de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour éviter l'attaque.

Cette publication est l'un des liens les plus partagés ; il s'agit d'une vidéo de 20 minutes accusant le Gouvernement d'avoir volontairement laissé les attentats de Kafalo se produire.



Désinformation liée au COVID-19

Les publications concernant le COVID-19 visaient à semer la confusion. Il s'agissait notamment d'allégations non vérifiées selon lesquelles les autorités propageraient délibérément le virus et que des masques chinois seraient infectés par le virus, ou que le Coronavirus serait propagé délibérément pour déstabiliser des États africains, dont la Côte d'Ivoire. Dans la publication [suivante](#), le gouvernement ivoirien est accusé d'avoir contribué à la propagation du virus.

MA RÉPONSE CINGLANTE A DOUMBIA MAJOR GRIOT DU RHPD. DES MÉDECINS IVOIRIENS CONTAMINÉ DES MILITAIRES DES GENDARMES POURQUOI LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN VEUT FORCÉMENT QUE LE CORONA VIRUS S'INSTALLE EN CA".

La publication suivante soulève des questions sur la contamination des masques fabriqués en Chine ; cette publication encourage la fabrication de masques en Côte d'Ivoire.

LES MASQUES CHINOIS SONT ILS CONTAMINÉS ? L'ITALIE A DÉCIDÉ DE FABRIQUER SES PROPRES MASQUES. NOUS SOMMES EN GUERRE DONC NOUS DEMANDONS A TOUS LES COUTURIERS DE CÔTE D'IVOIRE DE CONFECTIONNER".

Une [vidéo](#) de Mwazulu Diyabanza Siwa Lemba Official pour la protection de l'Afrique, qui a reçu plus de 850 interactions ainsi que 131 commentaires, intitulée "SCANDAL DE CORONAVIRUS : LA STRATÉGIE D'ATTAQUE DES ENNEMIS DE L'AFRIQUE" montre que Diyabanza soutient qu'il existe un plan concerté pour « éradiquer systématiquement » une partie de la population du globe en ne s'occupant pas des maladies qui ont ravagé l'Afrique (dont le paludisme).⁸ Il exhorte ensuite les téléspectateurs à « refuser les vaccins » et affirme que les nations occidentales veulent que le COVID-19 se répande près de l'équateur car c'est un endroit privilégié pour lancer des fusées d'exploration spatiale.

CORONAVIRUS SCANDALE SCANDALE : LA STRATÉGIE D'ATTAQUE DES ENNEMIS DE L'AFRIQUE.

Vu ensemble, c'est une preuve inquiétante de la vitesse à laquelle la fausse information et la désinformation au sujet du COVID se répandent sur la plateforme. Deux des publications les plus largement diffusées partagent le scepticisme à l'égard des vaccins, et un certain nombre de porte-voix largement suivis affichent des contenus appuyant ce récit.

Palmarès des publications (interaction)

Les analystes ont exploré les publications qui reçoivent le plus d'interactions : partages, clics et commentaires. Le contenu le plus largement partagé dans notre ensemble de données était une longue vidéo intitulée « L'affaire Hamed Bakayoko : pourquoi tant de haine et de méchanceté ». Hamed Bakayoko est le Ministre de la Défense de la Côte d'Ivoire. Il a été accusé d'avoir été récemment impliqué dans une affaire de trafic de drogue. La vidéo dure une heure et demie et met en scène le prédicateur évangélique Camille Makosso. Dans la vidéo, Makosso dénonce la prétendue « conspiration » visant à faire tomber Bakayoko et à déstabiliser le gouvernement. Makosso décrit [l'attaque djihadiste](#) qui a eu lieu à la frontière avec le Burkina Faso le 11 juin comme une fausse tentative de déstabilisation du Gouvernement.⁹

Sur les 15 contenus les plus partagés, 11 ont été produits par « Souley de Paris ». Souley de Paris est un cyber-activiste de l'opposition ivoirienne avec plus de 125 000 followers sur sa page Facebook. Il se décrit comme le « pire cauchemar du RHDP » et semble être un partisan de Guillaume Soro, ancien premier ministre de Côte d'Ivoire (2007-2012), qui a récemment été [condamné](#) à 20 ans de prison pour détournement de fonds publics.¹⁰ Soro, autrefois allié de l'actuel Président Alassane Ouattara, a récemment été accusé de complot contre le Président. Dans ses vidéos, Souley de Paris s'attaque à la gestion par le Gouvernement de divers événements, dont l'attentat terroriste de juin. Une autre vidéo largement partagée est un clip

⁸ <https://www.facebook.com/watch/?v=209615113796177>

⁹ <https://www.aljazeera.com/news/2020/07/ivory-coast-creates-northern-military-zone-deadly-attack-200714063028703>. Html

¹⁰ <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-52457131>

anti-RHDP produit par DJ Volcano montrant un brassage des déclarations d'Alassane Ouattara avec un commentaire satirique en arrière-plan attaquant le bilan du Gouvernement.

Le fait que 11 des vidéos de Souley de Paris figurent dans le top 15 des contenus bénéficiant du plus d'interactions montre la popularité des contenus anti-gouvernementaux dans le débat politique. Si la vidéo conspiratoire de Mokosso soutient qu'il y a des tentatives de déstabilisation de la Côte d'Ivoire, il n'approuve pas explicitement le Gouvernement en place.

Thèmes des publications

Parmi les messages restants, partagés au moins 10 fois, comprenant un ensemble de données de 67 publications, les analystes ont identifié plusieurs récits de désinformation clés, dont

- Des [allégations](#) non vérifiées selon lesquelles Guillaume Soro planifie l'assassinat d'Alassane Ouattara.
- La désinformation sur le COVID-19, avec des allégations selon lesquelles le Gouvernement propage le virus et que les masques chinois sont contaminés.
- Des allégations que l'attaque terroriste de juin était une tentative de déstabilisation du régime (y compris la vidéo de Mokosso)
- Des publications dénonçant les informations tendant à présenter l'Afrique comme un terrain d'expérimentation des éventuels vaccins contre la covid-19

Une [publication](#) qui mettait en évidence les événements politiques passés en Côte d'Ivoire (notamment que Soro et Ouattara n'ont pas respecté les résultats des élections précédentes, se référant aux événements de 2010):

"HIER 11 AVRIL 2020 CELA FAIT 9 ANS QUE SORO GUILLAUME ET OUATTARA ALASSANE DRAMANE ONT MASSACRÉ LE PEUPLE IVOIRIEN N'ONT PAS RESPECTÉ LES URNES MAIS ONT PRÉFÉRÉ LA FORCE DES ARMES".

La publication ci-dessus accuse Soro et l'actuel Président Ouattara de massacrer le peuple ivoirien, parce qu'ils auraient rejeté le résultat de l'élection en utilisant la force.

Pages formant un réseau

En identifiant les pages qui ont partagé un contenu similaire, nous sommes en mesure de caractériser les données collectées comme un ensemble qui ouvre une nouvelle fenêtre sur l'environnement d'information de Facebook en Côte d'Ivoire. Ces graphiques de réseau montrent dans quelle mesure les pages Facebook ont partagé du contenu entre elles, en montrant les nœuds les plus influents pour la diffusion de l'information.

Une carte générale de ce réseau est présentée ci-dessous. Les zones clés sont mises en évidence dans la carte ci-dessous, suivies d'un examen plus approfondi de certaines parties importantes du réseau. Les nœuds sont colorés selon la catégorisation des pages : les nœuds verts sont généralistes, les jaunes sont partisans et les rouges sont hyper-partisans. Les nœuds sont reliés par des publications qu'elles ont en commun, indiquées sur la carte en gris.

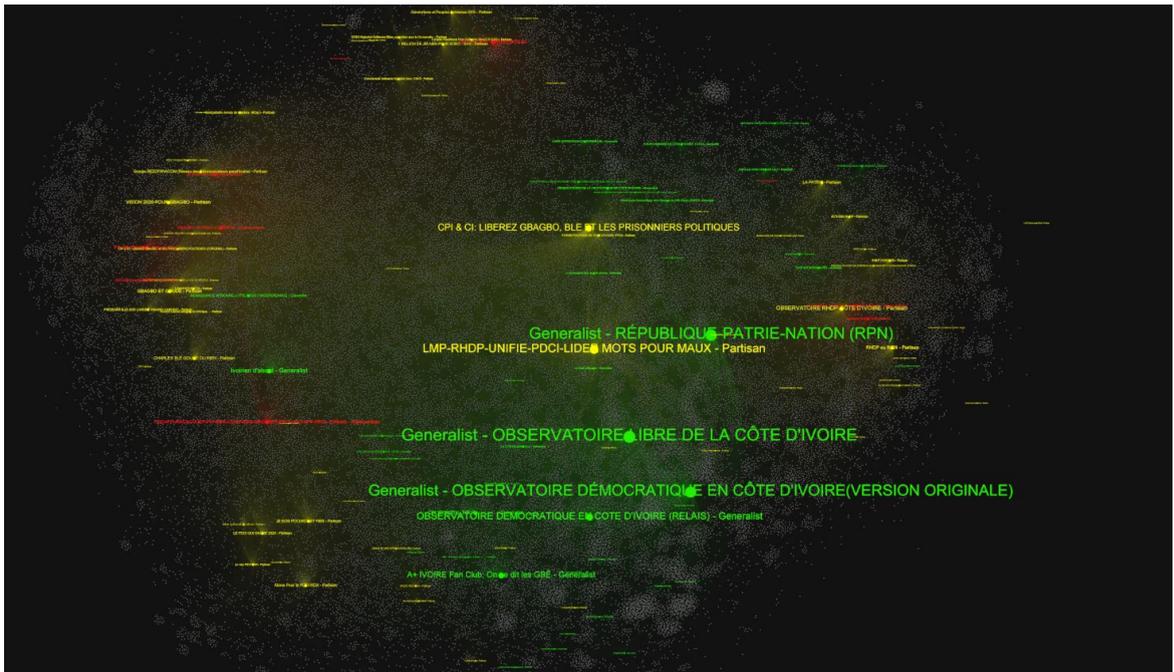


Fig 8: Réseau global

Le réseau global montre en gros une division entre un centre généraliste et une frange partisane. Au cœur du réseau, les deux comptes associés à l'Observatoire Démocratique sont, de loin, les plus importants nœuds du réseau. Les publications partagées par ces nœuds avaient tendance à être partagées à travers tout le réseau des comptes Facebook. En revanche, toute une série de groupes partisans divers forme des clusters en marge du réseau. Leurs affiliations sont indiquées dans le graphique.

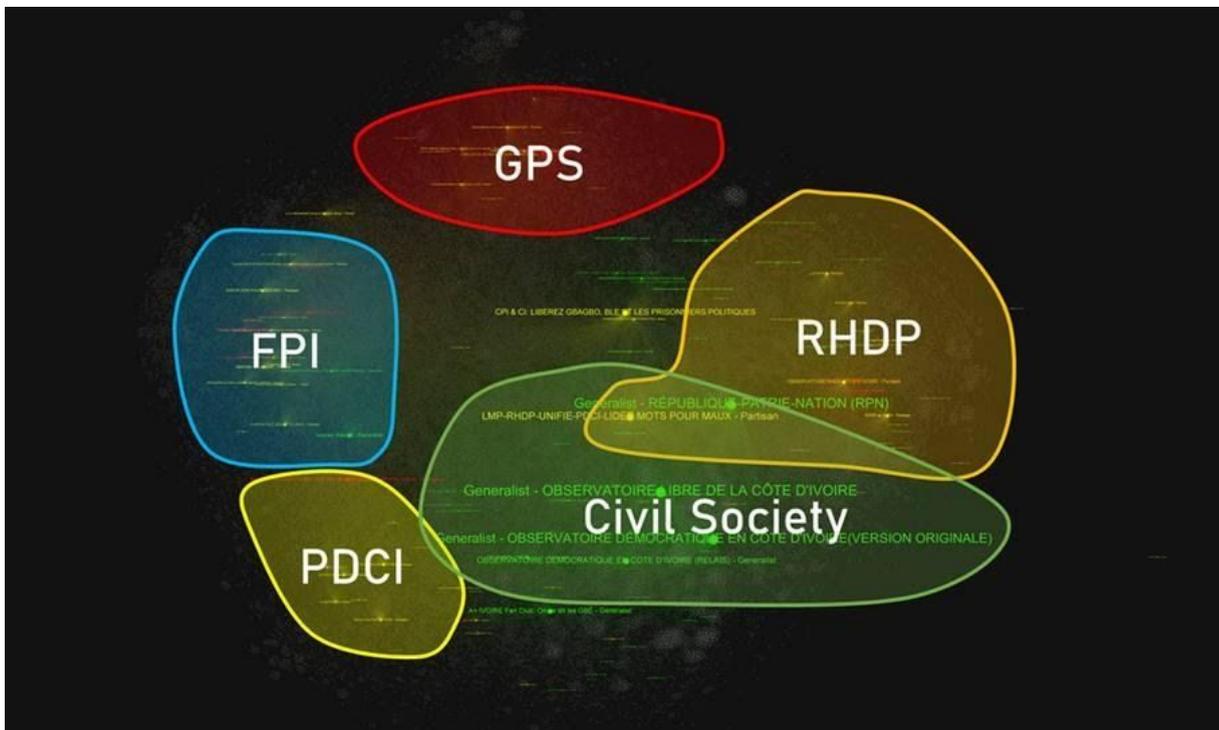
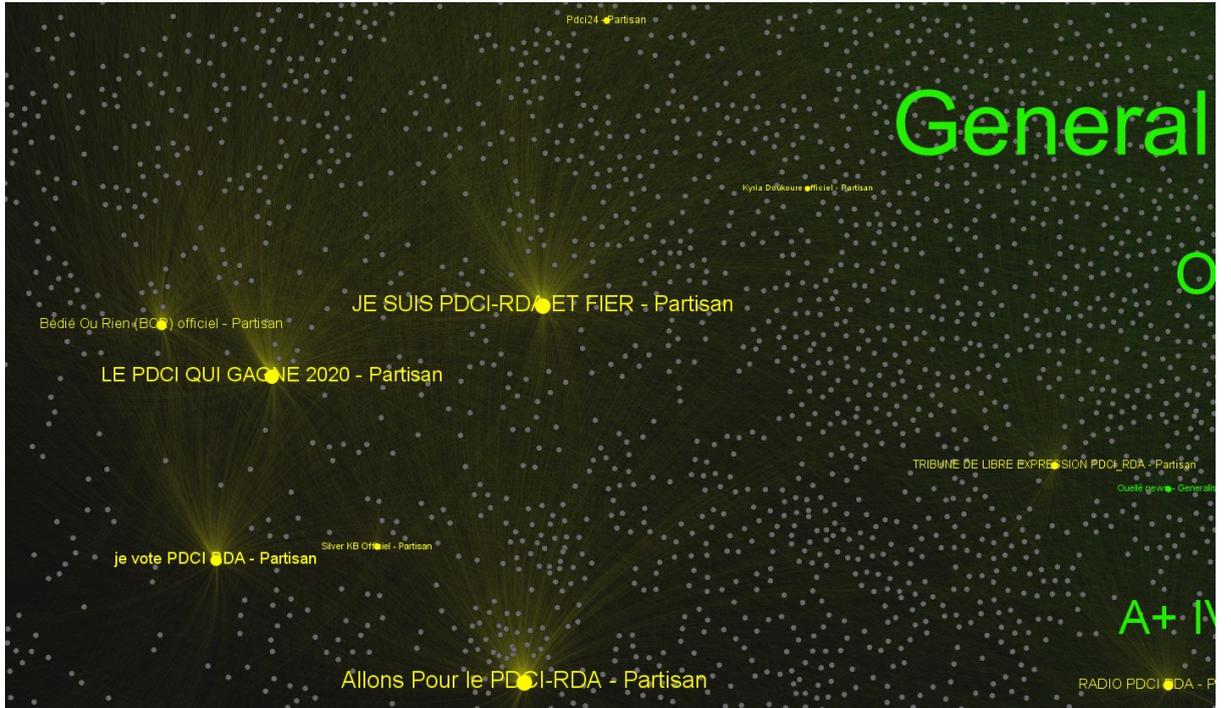


Fig. 9 : Réseau global, clusters par affiliation politique

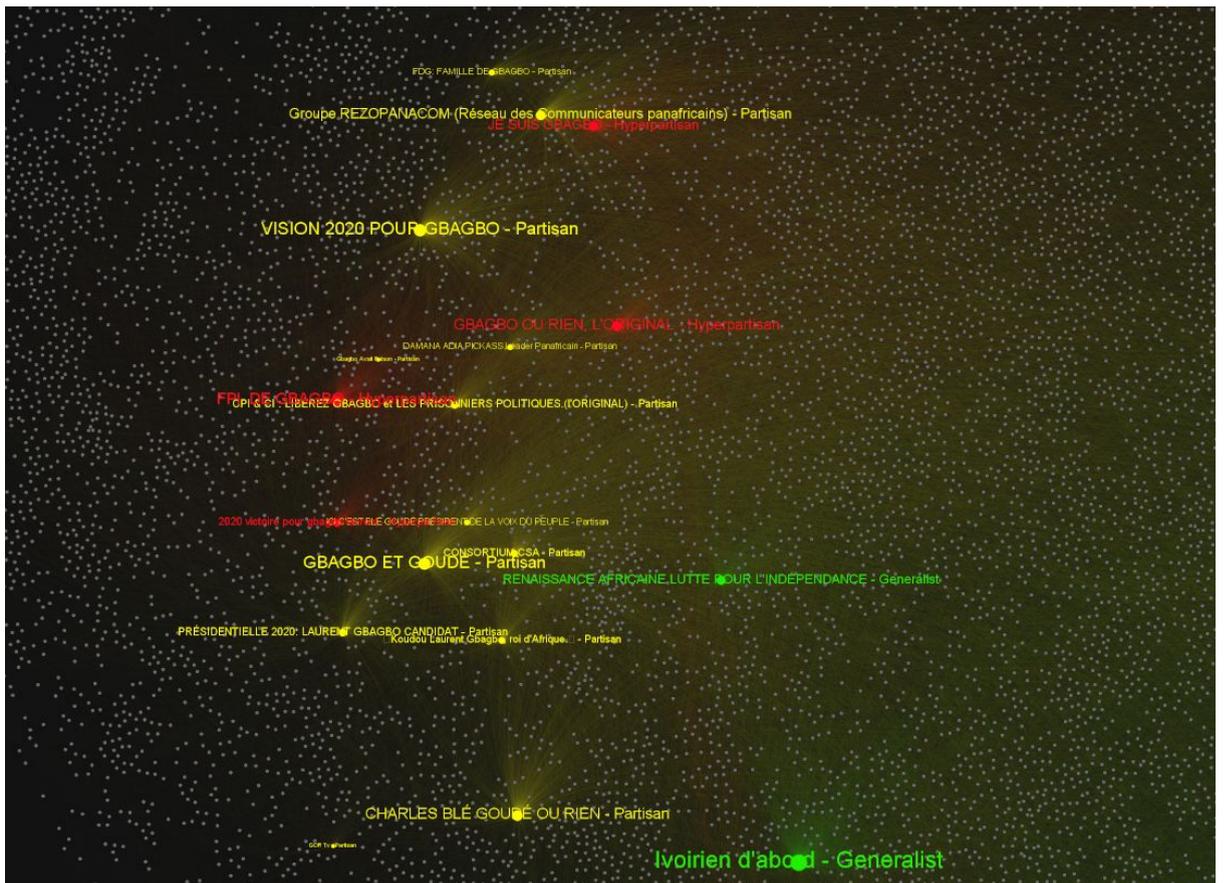
Les pages avaient tendance à se rassembler autour des groupements politiques. Plus précisément, les pages formant des clusters de soutien au RHDP, PDCI, FPI ou à GPS ont eu tendance à partager des publications similaires entre elles. Il existe une proximité notable entre les pages affiliées au RHDP et des pages généralistes : cela indique que les pages affiliées au RHDP sont plus susceptibles de partager un contenu similaire à celui des reportages généraux sur l'actualité. Nous pensons que c'est probablement une fonction propre aux coalitions au pouvoir, car les reportages sur la politique ivoirienne quotidienne vont alimenter le discours politique de la coalition et du parti.

Des images montrant chaque cluster sont présentées ci-dessous.

PDCI



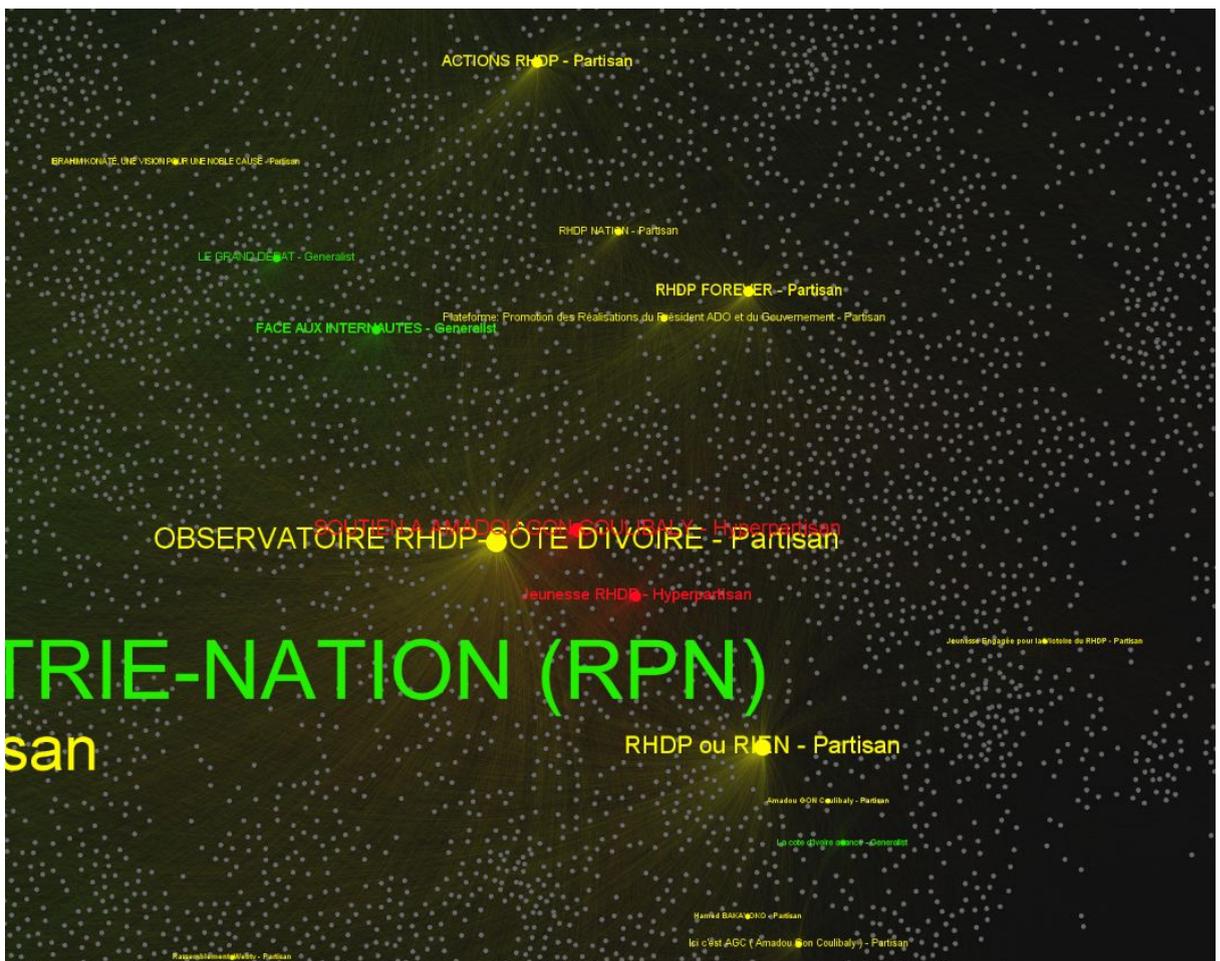
FPI



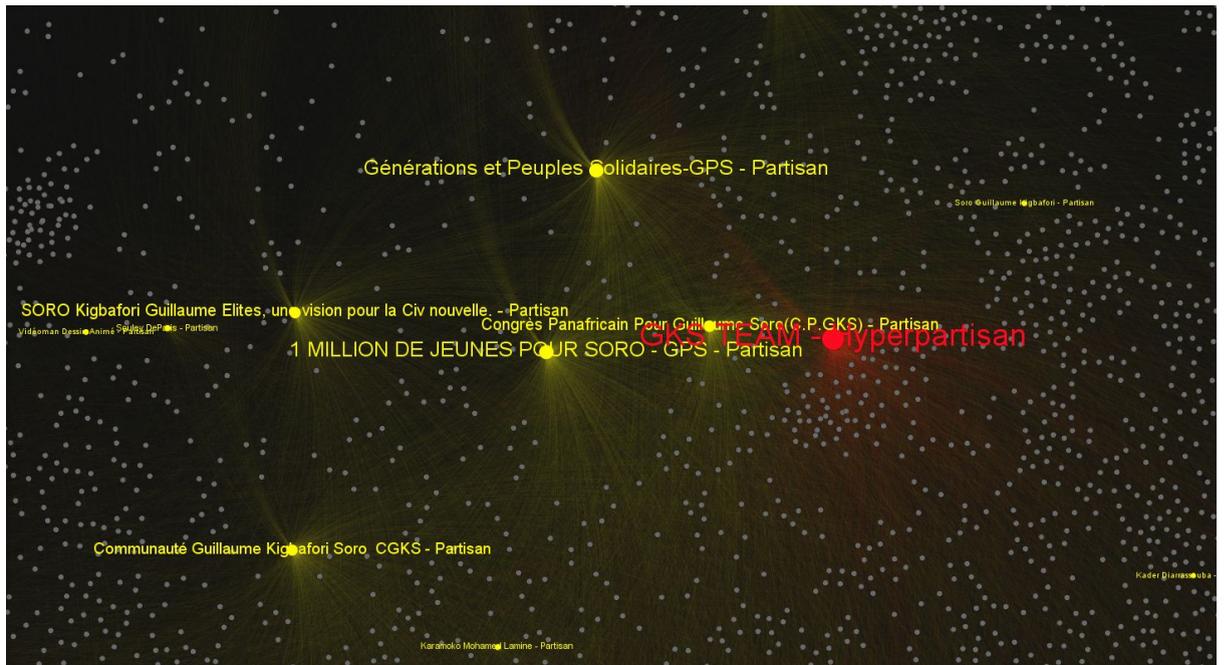
Société Civile



RHDP



GPS/GKS



Figs 10-14: Clusters de pages dans le réseau global reflétant l'affiliation politique

Cette carte présente un niveau secondaire de compréhension des pages influentes de notre réseau. Les pages d'organisations et médias classés par l'OIDH comme généralistes offrent en fait une passerelle vers la communauté politique au sens large, les messages partagés dans ces groupes étant capables de pénétrer les franges partisans du bavardage politique ivoirien sur Facebook. Cependant, il existe des groupements partisans évidents qui se sont formés autour des partis politiques et leurs coalitions où le message est plus contenu et distinct : les messages partagés par ces pages ont tendance à être partagés par des pages ayant des tendances politiques similaires, ce qu'on appelle l'effet de chambre d'écho. A ce stade, aucune preuve de groupes hyper-partisans opérant sur des axes non politiques n'a été trouvée.

Liens principaux

Les analystes ont extrait les URL liées aux messages pendant la période de collecte. Le tableau ci-dessous identifie les sites tiers les plus fréquemment liés par des liens à des pages de notre ensemble de données, et indique le nombre relatif de partages et de commentaires par publication.

Site	Description	# Publications	# Partages	# Commentaires
www.facebook.com	Réseaux Sociaux	543 497	3 078 358	5 335 281
www.afriksoir.net	Actualités	5327	20 623	33 166
www.operanewsapp.com	Actualités, qualité médiocre	5303	793	1546
buff.ly	Routage web	4486	7899	4884
www.afrique-sur7.fr	Actualités	4331	11 044	25 211
ivoiremessagers.com	Actualités	3389	1961	455
aip.ci	Actualités	3332	1900	724
www.koaci.com	Actualités	2737	49 354	26 149
youtu.be	Réseaux Sociaux	2586	5371	5496
www.actualiteivoire.info	Actualités	2522	9891	17 577
ivoirnews24.net	Actualités	1605	177	256
www.yeclo.com	Actualités	1343	1879	2890
www.africanewsquick.net	Actualités	1319	702	457
www.ivoirematin.com	Actualités	1308	540	601

www.linfodrome.com	Actualités	868	1136	1535
www.lecourrierquotidien.com	Actualités, qualité médiocre	748	1673	2997
news.abidjan.net	Actualités	711	18 572	53 267
businessactualivty.com	Actualités	690	333	396
apr-news.fr	Actualités	643	541	780
cdn-af.feednews.com	Actualités, qualité médiocre	532	113	441

Fig 15: Principaux liens, publications, partages et commentaires.

*Ce lien renvoie à operanewsapp.com

La grande majorité des liens renvoient à des sites d'information. À l'heure actuelle, trois des liens renvoient à des sites d'information de qualité médiocre, dont deux liens distincts vers le site operanewsapp.com, identifié par l'OIDH comme étant un lieu où la désinformation est fréquente. Dans le passé, cependant, la désinformation émanant de l'État s'est traduite par la reprise de la propagande gouvernementale par des sites qui ressemblent aux sites de cette liste.¹¹ Une enquête plus approfondie serait nécessaire pour déterminer si ces sites représentent ou non une initiative similaire.

Les analystes ont également filtré les données des médias publics connus, en se concentrant sur la Russie et la Chine, deux États dont les médias officiels ont été impliqués dans des campagnes d'influence électorale dans d'autres pays au cours des dernières années. Seuls deux sites de ce type figurent dans les données : Sputnik.fr est le site le plus souvent lié, apparaissant 57 fois sur 29 pages (et partagé 67 fois par les utilisateurs de Facebook). Francais.rt.com est apparu 21 fois sur 12 pages (et partagé 13 fois par les utilisateurs de Facebook). Aucun lien avec la CGTN ou la CCTV n'a été trouvé. Sept pages, présentées dans le tableau ci-dessous, ont des liens communs avec les deux.

Nom de la page	Sputnik	RT
GBAGBO ET GOUDÉ	4	1
LMP-RHDP-UNIFIE-PDCI-LIDER MOTS POUR MAUX	5	1
OBSERVATOIRE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE (RELAIS)	4	1

¹¹ Par exemple, Sudan Daily, qui, selon le Stanford Internet Observatory, était une façade pour le nouveau Sputnik soutenu par la Russie : <https://imgur.com/a/znihCif>

OBSERVATOIRE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE (VERSION ORIGINALE)	34	4
OBSERVATOIRE LIBRE DE LA CÔTE D'IVOIRE	18	3
RENAISSANCE AFRICAINE LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE	20	4
RÉPUBLIQUE-PATRIE-NATION (RPN)	8	2

Fig.16 : Pages renvoyant à la fois à la RT et à Sputnik (# publications)

En général, les chiffres sont faibles. Cependant, étant donné que l'Observatoire Démocratique en Côte d'Ivoire est un forum de discussion très utilisé, il peut être utile de lui recommander d'effectuer un fact-checking avant de publier des liens vers ces sites d'information. Ces sites d'information sont liés à l'État russe et sont connus pour répandre la désinformation.

Enfin, on s'est efforcé de recenser les initiatives visant à faire évoluer les discussions vers des plateformes fermées. 237 publications sur 47 pages partageaient des liens vers des conversations sur WhatsApp, certaines le faisant explicitement autour de la diffusion de désinformations sur le COVID. Un exemple, partagé par la Ligue de Défense Noire Africaine, est présenté ci-dessous.

● #FLASHINFO Dr Muyembe (le pion de l'impérialisme états-unien) sous la pression du peuple africain , Se rétracte: "Mon intention en parlant de vaccin Covid-19 n'était pas d'affirmer que nous allons commencer la vaccination en RDC, sans qu'il soit testé auparavant en Amérique et ailleurs...Je suis moi-même congolais et ne permettrais jamais d'utiliser les congolais comme cobayes"

LA LDNA

Pour Nous, par Nous Pour l'Afrique !

Snapchat : 🇷🇵 Ldnaofficiel

Twitter:ldnaofficiel

► "Adhérez à la LDNA en participant à nos différentes action."Inscrivez-vous En cliquant sur le lien de contact pour devenir adhérent.

<https://liguededefensenoireafricaine.com/contact/>

.....

○ Pour soutenir la LDNA
👉 <https://www.paypal.me/LDNA>

.....
📧 Signalement@negrophobie.fr
Rejoint-nous sur Whatsapp :
+xxx

✗ Utilisez ce lien pour intégrer notre groupe WhatsApp Agir ensemble pour l'intérêt commun de l'Afrique en Afrique :
<https://chat.whatsapp.com/Ga1SSxQaWj22VK4KJkm3fd>

Abonne toi et reste connecté avec ta communauté !
.....

#Covid19 #Vaccin #Ldna #IAfriqueNestPasUnlaboratoire #Congo.

Il est probable qu'avec une certaine surveillance permettant d'explorer le contenu de ces pages une fenêtre précieuse s'ouvrira sur la désinformation du COVID circulant sur des plateformes fermées dans le pays.

Comparaison des mots clés par catégorie

Avant de procéder à une analyse thématique plus approfondie, les analystes ont effectué une comparaison informatique entre les trois catégories de pages afin de mieux comprendre les différences de langage entre les pages. Les publications ont été mises en mémoire comme des contributions autonomes et une analyse comparative de fréquence a été effectuée entre les trois catégories - généralistes, partisans et hyper-partisans - pour identifier les mots qui, en moyenne, étaient plus susceptibles d'être utilisés par ces pages. Les résultats de cette comparaison sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Généraliste			Partisan			Hyper-partisan	
Mot-clé	Fréquence		Mot-clé	Fréquence		Mot-clé	Fréquence
#aip	+7%		président	+18%		gbagbo	+32%
drogba	+6%		2020	+15%		président	+26%
fif	+6%		soro	+14%		laurent	+22%
#civ	+4%		ouattara	+13%		soro	+20%
souscrire	+4%		ministre	+12%		guillaume	+18%
24h24	+4%		guillaume	+11%		ouattara	+15%

l'info	+4%		rhdp	+11%		d'ivoire	+12%
notificatio ns	+4%		rdcp	+11%		nous	+11 %
n'hésite	+4%		votre	+10%		notre	+11 %
koaci	+4%		politique	+10%		ivoiriens	+10%

Fig 17 : Mots clés les plus surprenants par catégorie de page

La comparaison permet de conclure que les pages généralistes sont, pour la plupart, des sites qui partagent des informations d'actualité. La nouvelle que Didier Drogba, peut-être le joueur de football le plus connu de Côte d'Ivoire, présentait sa candidature à la présidence de la Fédération ivoirienne de Football a été largement diffusée par les agences de presse du pays, mais n'a pas été rapportée par les groupes partisans et hyper-partisans.¹² L'apparition de monogrammes, tels que 24h24, pour signaler les actualités, et l'envoi de notifications, renforcent encore ce schéma partisan.

Les pages partisans et hyper-partisans, en revanche, sont nettement plus politiques dans les mots qui apparaissent plus fréquemment dans leurs postes. Sur les vingt mots identifiés, 14 sont ouvertement politiques, et les autres sont fortement liés à la politique et aux campagnes électorales.

La présence de « nous », « notre » et « ivoiriens » dans la rubrique hyper-partisane témoigne de l'utilisation d'un langage politique que l'on ne trouve pas dans les pages grand-public. Les références à des personnalités politiques clés en Côte d'Ivoire, dont Guillaume Soro, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, sont approfondies dans les analyses ci-dessous, mais les résultats de l'analyse comparative de fréquence placent ces sujets clairement dans la cour des pages politiques partisans et hyper-partisans.

Les pages hyper-partisans sont plus susceptibles de faire référence à des outsiders politiques tels que Soro et Gbagbo plutôt qu'au RHDP au pouvoir, suggérant un contenu oppositionnel.

¹² Il convient de noter que, bien que le classificateur de pertinence ait assez bien réussi à supprimer le contenu lié au football, la présence du monogramme *président* (sans préciser "de la FIF") dans le récit de la campagne électorale de Didier Drogba a probablement fait pencher la balance en faveur d'une classification de pertinence pour les élections présidentielles de 2020.

Fraude

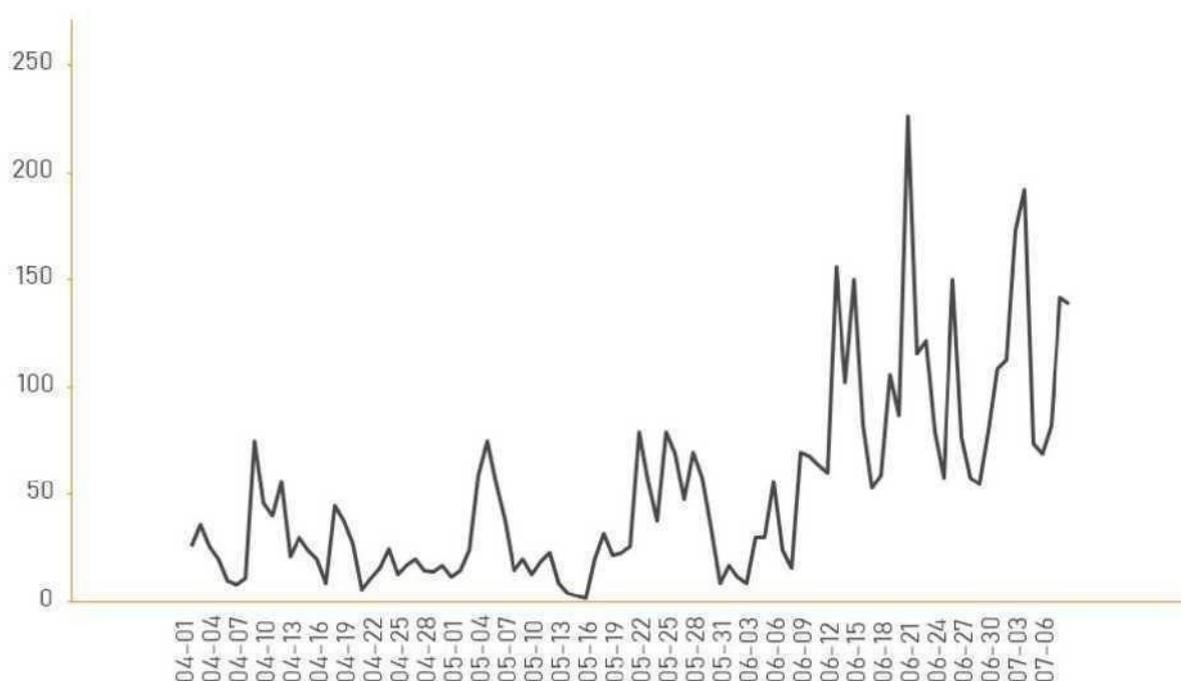


Fig. 18 : Publications liées à la fraude, au fil du temps

Les allégations parfois non vérifiées de fraude ont été identifiées comme un élément central de l'ensemble de données pendant la période de révision de la liste électorale, faisant principalement état d'allégations de citoyens non ivoiriens inscrits sur les listes. Les allégations de fraude visaient principalement le RHDP, en particulier les représentants du Gouvernement tels que le Président Alassane Ouattara ou le Président de l'Assemblée nationale Amadou Soumahoro. Des allégations de fraude ont été formulées aussi bien à propos des centres d'enrôlement en Côte d'Ivoire qu'au sujet des ambassades ivoiriennes à l'étranger.

Au niveau national, les fraudes dans les centres d'enrôlement de Yamoussoukro et d'Aboisso ont été particulièrement discutées, en plus des soupçons de fraude dans plusieurs ambassades et consulats. Dans un groupe appelé "FPI GBAGBO", une publication mentionnait un employé présumé du consulat ivoirien de Washington DC, qui prétendait avoir assisté à l'inscription de non-nationaux sur les listes électorales. Les réactions aux allégations de fraude ont été polarisées, certains remettant en question le processus électoral et encourageant les électeurs à le rejeter complètement. Des exemples sont présentés ci-dessous.

Allégation de fraude contre le Président de l'Assemblée nationale Amadou Soumahoro, et une allégation de fraude à Aboisso :

Konan Herve Dje shared a post
15 June

La Guépe
14 June

Amadou soumahoro pris en flagrant délit a cet instant T de fraude électorale a Séguéla. Établissement des fausses cartes d'identité pour les étrangers et procède à leur inscription sur la liste électorale.

Amadou Soumahoro caught in the act at this moment T of election fraud in Séguéla. Preparation of fake identity cards for foreigners and register them on the electoral list.

Sangare24.com
14 June

Like Page

RÉSEAU DE FRAUDE À ABOISSO

LE JEUNE HOMME auprès des doyens répond au Nom de #YALA_NASSIROU, BURKINABE de père et de mère.

par stupéfaction, ces derniers temps le petit vivant dans la commune de Port-Bouet chez son Oncle a regagné sur ABOISSO où vie ses deux parents biologiques de nationalité burkinabé tous deux sans jamais renoncer à leur nationalité.

Le hic dans cette affaire, est que le petit YALA NASSIROU s'est trouvé un réseau de constitution de bétail électoral à ABOISSO qu'il a intégré pour avoir un certificat de nationalité tout en gardant son même Nom YALA NASSIROU. L'information à notre possession est que son réseau lui aurait attaché une autre mère de nationalité ivoirienne.

YALA NASSIROU s'est s'inscrit sur la liste électorale dans la commune de PORT BOUET avec des documents obtenus de façons frauduleuses. Il attend maintenant sa carte NATIONALE d'identité qui sortira dans quelques jours.

Voilà ce qu'est devenu mon cher pays la CÔTE D'IVOIRE.

Sangare24.com

fraud network in ABOISSO

THE YOUNG MAN with the Elders answers the name of #s _NASSIROU, father and mother.

In surprise, recently, the little living in the commune of Port-Bouet at his uncle has returned to ABOISSO where his two biological parents of Burkina Faso both live without ever giving up their nationality.

The problem in this case is that little's NASSIROU has found himself an electoral cattle constitution network in ABOISSO which he integrated to have a certificate of nationality while keeping his same name's NASSIROU. The information to our possession is that his network would have attached another mother of Ivorian nationality.

's NASSIROU has joined the electoral list in the municipality of PORT BOUET with documents obtained in fraudulent ways. He is now waiting for his NATIONAL ID card coming out in a few days.

This is what my dear country has become.

Exemple d'un commentaire sous l'une des vidéos les plus partagées d'Afrique Média TV sur les allégations de fraude du RHDP, appelant à rejeter le résultat des élections :

Orpi Presi : DRAMANE N'EST PAS DANS LA LOGIQUE DE DISCUTER AVEC QUELQU'UN ON PERD NOTRE TEMPS. ORGANISONS-NOUS. GBAGBO A DIT : LA MORT VAUT MIEUX QUE LE DÉSHONNEUR

Un dernier exemple d'allégation de fraude ciblant le consulat de Washington (veuillez référencer l'image à droite).

Les voix pro-RHDP ont rejeté les allégations de fraude visant le Gouvernement. Par exemple, une vidéo d'Afrique Média TV rapporte les allégations de fraude du RHDP, les partisans du parti ont accusé l'opposition de payer les médias pour diffuser de faux récits.

Les voix pro-RHDP soulignent surtout que les récits de fraude ont été utilisés lors des cycles électoraux précédents en Côte d'Ivoire pour déstabiliser et miner le processus électoral.

Ces comptes affirment que les partis d'opposition préparent déjà les citoyens à rejeter les résultats des élections et alimentent les bruits d'une insurrection en Octobre. Certaines de ces publications prétendent que les allégations de fraude pourraient conduire à la violence.

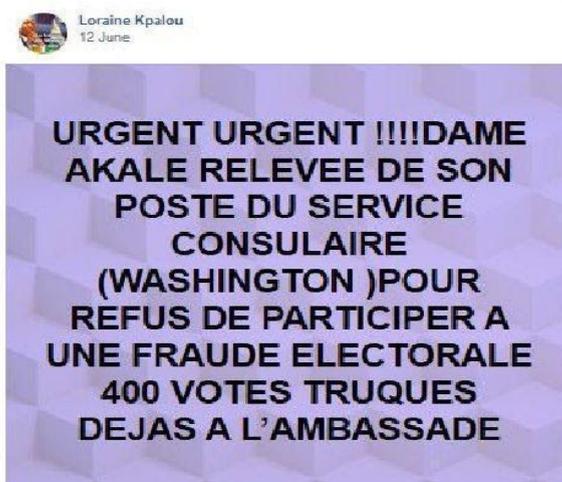
Par exemple, cette publication rejetant des allégations de fraude visant le RHDP. Les allégations de fraude ont conduit à des commentaires xénophobes, les non-ivoiriens étant stigmatisés en ligne.

L'enrôlement des non-Ivoiriens qui ont reçu une carte de nationalité ivoirienne (nécessaire pour s'inscrire sur les listes) est un récit polarisant clé. Les commentaires visent fréquemment les ressortissants du Mali, du Burkina Faso, et de la Guinée.

La désinformation visant la CEI (Commission Électorale Indépendante) a également été observée tout au long du processus d'enrôlement. Plusieurs allégations de fraude ont été découvertes, notamment le fait que la CEI ait accordé l'autorisation de gérer la base de données des listes électorales à l'organisation de Fabrice Sawegnon, alors que celui-ci a déjà été accusé d'avoir commis des fraudes en faveur de candidats du RHDP. Quelques exemples ci-dessous:

« Ce grave délit d'initié est largement suffisant pour jeter le discrédit sur tout le processus d'enrôlement en cours. Tous les partis de l'opposition significative doivent faire bloc pour exiger la suspension du recensement électoral. »

« Cette révélation doit être un échantillon de la vaste fraude électorale que préparait ce régime. »



Gbagbo has the ACCUSED of FRAUD in 90, GUEI in 2000, the rhdp 2010... He has already started for 2020. and it's still his same strategy.... the fronts are still preparing the spirit of people at the uprising.



Genre

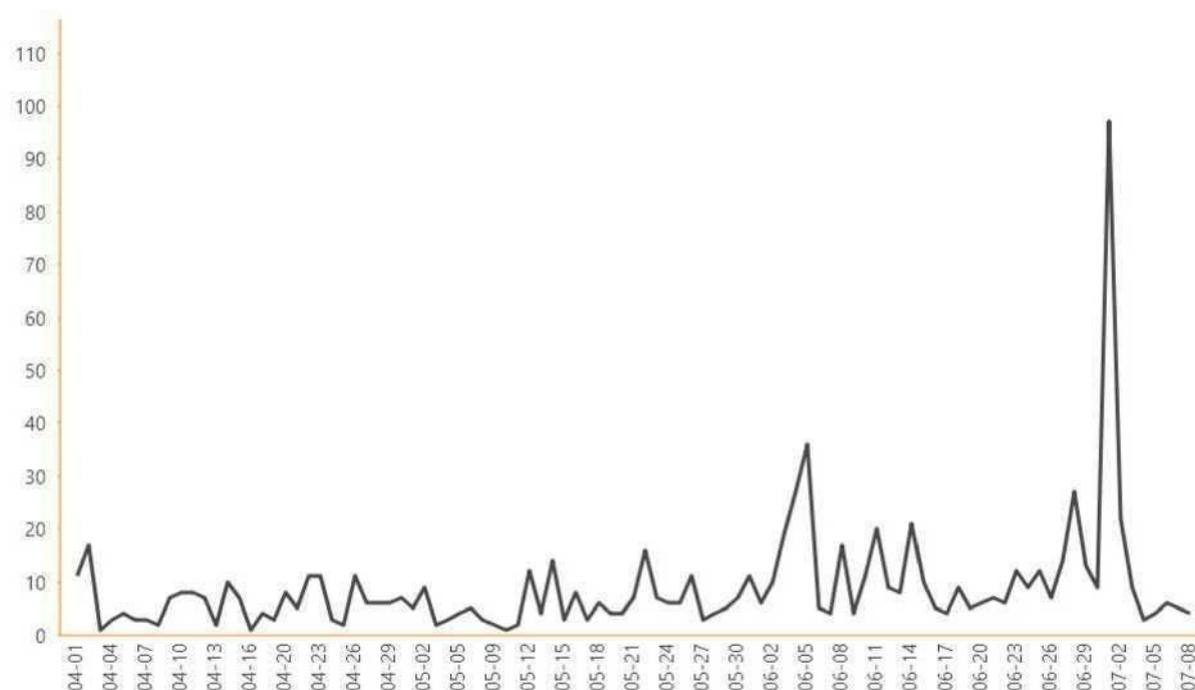


Fig 19 : Evolution des publications liées au genre au fil du temps, montrant l'augmentation des publications liées à Yasmine Ouégnin

L'équipe a analysé la base de données des messages pertinents pour identifier les récits relatifs à la question de la désinformation et de la violence basées sur le genre, en utilisant des mots clés identifiés par l'OIDH. Dans notre première analyse, nous avons interrogé notre ensemble de données avec les mots clés suivants : Yasmina Ouégnin, pute, bordelle, #Yasmina Ouégnin, vox populi bordelle et ibièkissè.

La plus jeune membre du Parlement de Côte d'Ivoire, Yasmina Ouégnin, a été identifiée comme une cible clé de la désinformation basée sur le genre. Début juillet, le bureau d'Ouégnin à Cocody a été visé par des graffitis injurieux. Une analyse des contenus les plus populaires de notre base de données a montré que les publications étaient massivement favorables à Ouégnin et ont dénoncé les abus. Voici un exemple d'une telle publication.



Le nombre de partages croisés a été extrêmement limité, ce qui laisse penser qu'il n'y a pratiquement pas eu de désinformation en réseau autour de ce candidat.



En plus de l'examen des contenus les plus populaires, nous avons procédé à un examen qualitatif de toutes les mentions de Yasmina Ouégnin (en utilisant « Yasmina » comme mot clé) dans notre ensemble de données. La grande majorité des publications étaient favorables à Mme Ouégnin et condamnaient les abus.

Les publications ont exprimé leurs inquiétudes sur la façon dont ce type d'attaque pourrait influencer le climat préélectoral. La proposition de Yasmina Ouégnin d'organiser des primaires pour le PDCI a suscité beaucoup de critiques et serait à l'origine de l'attaque contre ses bureaux. Un exemple parmi d'autres est cette publication qui exprime la crainte que les attaques misogynes contre Ouégnin puissent influencer le climat des élections.

Bien que nous n'ayons pas pu identifier de messages promouvant une désinformation claire sur Ouégnin ou le ciblage par contenus misogynes haineux, cela ne signifie pas que ces contenus n'existent pas. L'absence de publications abusives pourrait être due au type de contenu Facebook que nous avons pu trouver via des outils commerciaux.



Nous avons effectué une deuxième analyse de la base de données de messages pertinents pour identifier les récits pertinents à la question de la désinformation et de la violence sexistes, en utilisant un ensemble plus large de mots-clés. Nous avons interrogé notre ensemble de

données avec une quarantaine ¹³ de mots-clés rassemblés par l'équipe du NDI et de l'OIDH et complétés par des mots-clés soumis par l'ISD et le CASM. Cela a augmenté le nombre de publications identifiées comme liées au genre de 851 à 2 165 (0,3% de l'ensemble de données total). Une évaluation des mots-clés a été effectuée pour identifier à la fois les termes les plus fréquemment utilisés identifiés par le lexique et pour identifier où les mots-clés peuvent être liés aux publications non pertinentes (autrement dit, non liées au genre). La fréquence des publications par mots-clés est indiquée ci-dessous.

Mots-clés et nombre de publications associées				
nulle	752		Gouassou	21
ronde	287		chienne	20
Yasmina Ouegnin	217		bordelle	17
sèche	148		cuisinière	16
maman bulldozer	135		tchatcholi	12
mercon	120		femme blanche	11
vilaine	114		#YasminaOuegnin	8
kanga	98		griote	4
cafard	90		prostitution politique	4
djandjou	41		babié	2
babiè	32		escadron de mort	2
Ibièkissè	32		djantra mouso	1
pute	29		vagabondage politique	1

Fig 20: Mots-clés liés au genre avec fréquence de publication associée

Quatre mots-clés ressortent: *nulle*, *ronde*, *sèche* et *Yasmina Ouegnin*, sujet de la première analyse de genre. Cependant, la fréquence des mots-clés comme *nulle* et *ronde* peut être attribuable au fait que ces mots sont utilisés dans plusieurs contextes ou avec des significations multiples. Pour les besoins de cette analyse, les analystes ont ignoré les articles contenant *nulle*, *ronde*, *sèche* car ces mots sont trop génériques et nous sommes incapables d'isoler les utilisations spécifiques de ces mots qui constituent de la désinformation basée sur le genre. En gros, la majorité des publications

¹³ pute, bordelle, Yasmina Ouegnin, #YasminaOuegnin, vox populi bordelle, Ibièkissè, kandiarousse / kandialarousse, fologa, escadron de mort, djandjou, djantra mouso, chienne, fille de pute, batarde, mercon, babiè, babié, vilaine, nyàmogo déni, sèche, ronde, griote, femme qui pisse par derrière, femme blanche, cuisinière, kanga, Gouassou, Boussouman / boussoumani, kafri, cohala, poupeé barby, poupeé barbie, maîtresse de Houphouët, tchatcholi, maîtresse de photocopie, femme wouya wouya, maman bulldozer, nulle, cafard, vendeuse de banane, attardée, prostitution politique, vagabondage politique, politicienne sans conviction.

font toujours référence à Yasmina Ouegnin, et les pics dans les données ci-dessus sont liés à deux messages largement partagés par le politicien. Pour explorer les données, les analystes ont examiné ces mots-clés avec plus de trente publications associés. Dans l'ensemble, les données que nous avons recueillies suggèrent que *maman bulldozer*, *mercon*, *babiè / babièrè*, *vilaine*, *Ibièkissè* et *djandou* sont des mots et des expressions problématiques qui peuvent être utilisés pour harceler les femmes en ligne. Un effet potentiel de ces mots est de décourager les femmes de participer à la politique. Une analyse plus détaillée de chaque mot ou expression est présentée ci-dessous.¹⁴

Maman bulldozer (135 publications)

Maman bulldozer est une expression fréquemment utilisée par les médias en Côte d'Ivoire pour désigner la ministre de la Santé Anne-Désirée Ouloto. Une grande partie de la conversation mentionnant *maman bulldozer* se concentre sur une chanson des artistes Yodé et Siro, dont l'album récemment sorti contient plusieurs chansons anti-gouvernementales et anti-Ouattara. L'une des chansons se lit comme suit: «Faisons attention à un peuple qui ne parle plus Parce que quand ça va chauffer , y a plus clôture pour sauter, Maman Bulldozer a tout cassé.» La chanson a été mal accueillie par le gouvernement.

Le politicien pro-RHDP Doumbia Major aurait demandé que les chanteurs soient jugés pour diffamation. De nombreux messages utilisant le mot-clé *maman bulldozer* critiquent le gouvernement - alléguant que le gouvernement veut faire taire les voix critiques ou faire l'éloge de la chanson. Si l'usage de *maman bulldozer* est limité à Anne-Désirée Ouloto, il s'agit néanmoins d'un exemple de désinformation basée sur le genre car ce type d'attaque agressive peut décourager d'autres femmes de participer à la politique.

Mercon (120 publications)

Le terme *mercon* - une insulte fréquemment utilisée pour exprimer le mépris, a été utilisé dans 120 instances, dont beaucoup visaient Laurent Gbagbo, ses partisans, ainsi que d'autres politiciens. Le mot a également été utilisé dans un contenu généraliste pour désigner des hommes et des femmes qui ne sont pas impliqués dans la politique ivoirienne. Lorsqu'il est utilisé pour cibler les femmes, le mot «mercon» doit être considéré comme un exemple de désinformation basée sur le genre car le mot a une connotation sexuellement dégradante.



¹⁴ Notez que le mot «kanga», bien qu'il apparaisse 98 fois dans l'ensemble de données, n'a pas révélé de tendances de désinformation basée sur le genre, car ce mot est également un nom de famille courant en Côte d'Ivoire.

Babiè/babière (32 publications)

Ce mot était couramment utilisé en conjonction avec *mercon* comme une insulte générale comme indiqué dans les exemples cités ci-dessous. Dans la plupart des cas, ce mot était utilisé dans un sens général plutôt que comme moyen d'attaquer les femmes. Cependant, en raison de la nature sexualisée de ce mot, toute utilisation du terme pour attaquer les femmes peut être considérée comme une forme de désinformation basée sur le genre.]

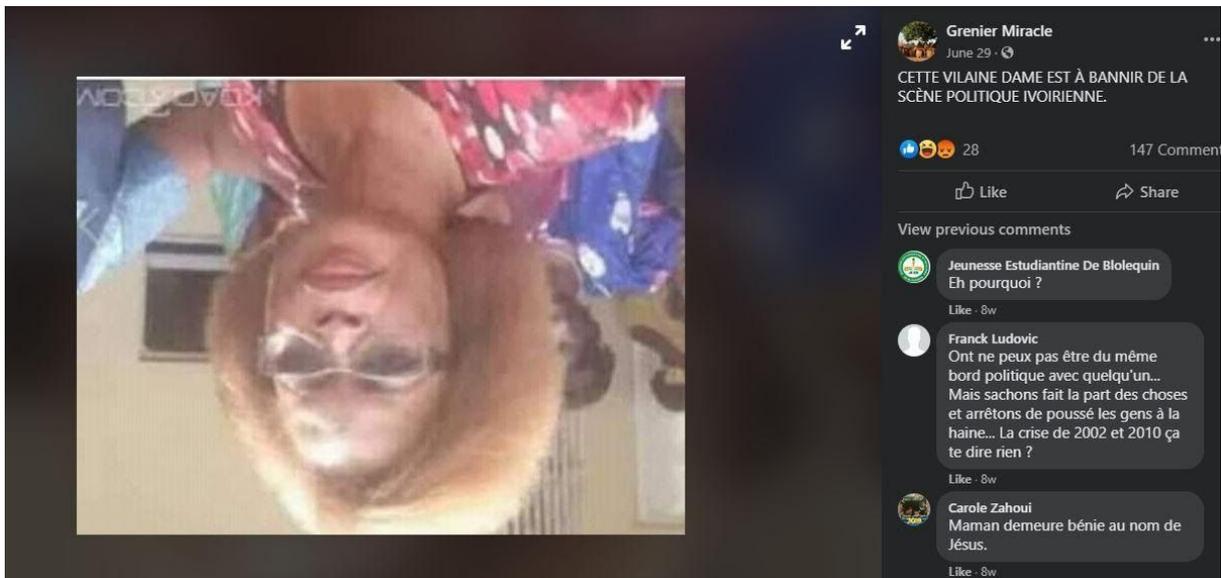
*Tout ceux qui sont ivoiriens que côté maman leur
babiè et mercon de leur ancêtres*

Les gors moi Gbagbo je dis votre babière mercon matin midi soir

*On va se voir dans ce pays après le départ du rhdp, babière la
espèce de petit voyou d'abobo. mercon encore*

Vilaine (114 publications)

Le mot *vilaine* a été utilisé dans divers articles faisant référence aux femmes, y compris les femmes en politique. Le terme était fréquemment utilisé pour décrire Marie-Odette Lourougnon Gnabry, militante pro-Gbagbo, comme indiqué dans le post ci-dessous.



Le terme est utilisé pour décrire un comportement immoral et corrompu. Il est également apparu dans des articles qui dégradent sexuellement les femmes ou dénigrent leur apparence. Dans l'ensemble, le mot *vilaine* est une forme couramment utilisée de désinformation basée sur le genre qui peut avoir pour effet de décourager les femmes de participer à la politique. Des exemples sont fournis ci-dessous:

- *Les filles coûte et Vilaine là de la manière leurs bouche est kplê kplê kplê kplê.*

- *Tu es vilaine je te drague tu fais malin hummm femme dès*
- *Pourquoi les jolies filles aiment se promener avec les vilaine fille même ??*
- *Tu est vilaine c'est toi qui cherche jolie garçon ma chéri clé de gbaka peux pas démarre ranger rover*

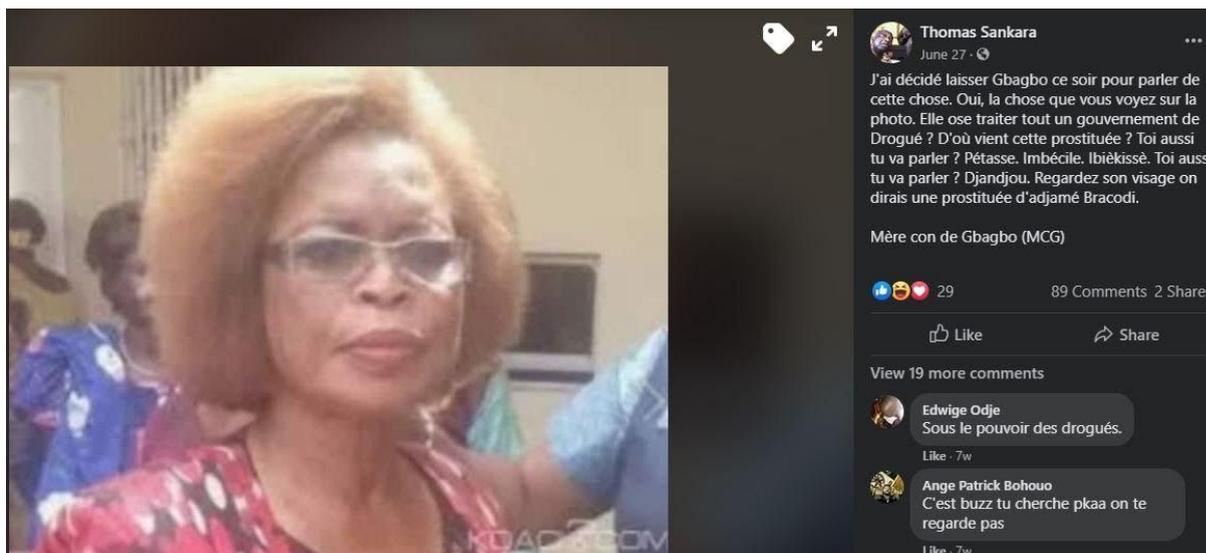
Ibièkissè (32 publications)

Ibièkissè semble être utilisé pour attaquer les femmes, y compris les femmes éminentes de la vie politique. Nous avons identifié une publication largement partagée attaquant Marie-Odette Lourougnon Gnabry, un membre du FPI, y compris la publication ci-dessous (qui n'est plus disponible sur Facebook). Le poste affirme que Lourougnon-Gnabry a eu une liaison avec un homme politique il y a quelques années et la considère comme une prostituée.

#MARIE_ODETTE_LOROUGNON_GNABRY ibiekissè...ibièkissè encore ibièkissè... Voici une coiffeuse de profession qui avait son salon de coiffure à la cité Fairmont qui entretenait une relation amoureuse avec un Refondateur à l'époque et qui grâce à la médiocrité du régime GBAGBO à l'époque se croit outillée depuis cet époque pour la politique. Voici une traite qui partait prendre son salaire de député avec SORO GUILLAUME à l'époque président de l'Assemblée nationale pendant les comptes bancaires de ses collègues du FPI était gelé. Voici une ingrate qui a empoché la baguette somme en chèque de 12.500.000 FCFA qui lui a été remis par président ADO le 11 août 2011 quand elle est allée lui rendre visite au palais présidentielle lui exprimant ses difficultés financières. Voici une haineuse qui n'aime pas les Dioula alors sa fille est mariée à un dioula pire ce dernier est le père de sa première petite fille en plus c'est celui ci même qui l'a aidé en 2011 à sortir du pays et filer vers le Ghana. J'aimerais donc dire à cette ordure de prostitués des refondateurs que ce n'est pas le comportement immoral et la haine qui vous aideront à reconquérir le Pouvoir. Encore IBIEKISSÈ...

Djandjou (41 publications)

Le terme *djandjou* a également été utilisé dans les postes attaquant Lorougnon. Une publication qui a reçu 89 réactions présente une image de Lorougnon aux côtés d'insultes misogynes, y compris une orthographe alternative de mercon (mère con).



Conclusion

Dans l'ensemble, il y a des preuves inquiétantes d'une combinaison d'acteurs dans le pays poussant à la désinformation et à l'information fausse. Nous présentons un point de vue sur la société civile et des organisations de presse qui partagent des informations erronées, en particulier autour du COVID, provenant de sources d'information de qualité médiocre et atteignant un public intéressé par la politique. Au sein de ces groupes politiques, une autre couche de commentaires politiques, axés sur la fraude et les irrégularités électorales, circule. Les récits tels que l'utilisation de la Côte d'Ivoire comme terrain d'essai pour des vaccins anti-COVID dangereux franchissent cette frontière et circulent librement tant dans nos pages généralistes que dans celles classées comme partisans ou hyper-partisans : ce message transcende les affiliations et coalitions politiques traditionnelles.

Recommandations:

Elles sont formulées à l'endroit des principales parties prenantes susceptibles d'atténuer par leurs décisions et actions éventuelles l'impact de la désinformation en ligne.

❖ Au Gouvernement ivoirien

- Renforcer la communication autour de la crise sanitaire de la Covid 19 afin de prévenir ou atténuer les informations erronées liées à cette pandémie et visant à manipuler l'opinion publique ivoirienne ;
- Communiquer de façon régulière autour de la gestion de la pandémie de la Covid 19 afin de rétablir la confiance des populations dans les politiques publiques mises en œuvre afin de lutter contre cette pandémie;
- Maintenir le dialogue politique avec l'ensemble des parties prenantes au processus électoral afin de lever les écueils et défis liés à ce processus, puis en vue d'atténuer l'impact des informations erronées susceptibles de mettre à mal le climat socio-politique;
- Envisager des mesures répressives afin de protéger les femmes engagées en politique et qui pourraient être, sur les réseaux sociaux, la cible de campagnes de désinformation humiliantes ou portant atteinte à leur dignité et leur réputation;

- Garantir un accès équitable des médias publics à l'ensemble des sensibilités politiques du pays ;

❖ **Aux acteurs politiques**

- S'abstenir des discours et actes susceptibles de fragiliser la cohésion sociale ou détériorer le climat socio-politique ;
- S'abstenir de discours et de publications (textes ou vidéos, etc.) appelant à la violence, à la haine ou à la xénophobie ;
- Prendre des mesures nécessaires pour éviter la propagation ou la diffusion de fausses informations sensibles par des pages ou comptes relevant de leur responsabilité ;
- Sensibiliser et former leurs militants et abonnés (followers) sur les bonnes pratiques démocratiques et sur une culture démocratique sensible au concept du genre ;

❖ **Aux administrateurs des plateformes ou fora de discussion à caractère politique et des pages de proximité**

- Prioriser les contenus qui ont une source crédible ;
- Elaborer une charte commune incluant des sanctions contre les auteurs des discours haineux, xénophobes, racistes, sexistes ou des fausses informations de nature à troubler l'ordre public ;
- Atténuer les fausses informations relatives à la Covid 19 en rendant accessibles, aux usagers en quête d'informations, les sources officielles nationales ou internationales (OMS) ;
- Coopérer avec les autorités sanitaires publiques pour signaler et supprimer les publications erronées relatives à la Covid 19 ;
- Veiller scrupuleusement à une modération rigoureuse des contenus publiés sur les fora de discussion à l'effet d'identifier et de censurer les publications appelant à la haine, à la xénophobie ou de nature à troubler l'ordre public ;
- Sensibiliser les membres de leurs groupes ou fora sur les dispositions légales réprimant la diffusion de fausses nouvelles ;

❖ **Aux acteurs des médias publics et des sites d'information en ligne**

- Couvrir l'actualité socio-politique et électorale en observant scrupuleusement les principes et règles déontologiques et éthiques régissant la fonction journalistique ;
- Contribuer au renforcement de la cohésion sociale et à un climat électoral apaisé ;
- Contribuer à la formation et l'éducation des populations à la culture démocratique et à la paix ;

❖ **Aux acteurs de la société civile**

- Promouvoir l'éducation aux médias et à l'information ;
- Contribuer à l'éducation des usagers des réseaux sociaux en les sensibilisant aux méfaits de la désinformation électorale et à la culture démocratique ;
- Créer des tribunes d'échanges citoyens sur les réseaux sociaux pour sensibiliser les usagers à la culture démocratique ;
- Créer une synergie d'action entre les acteurs de la Société civile travaillant sur la problématique de la désinformation.